

Règlement établissant un code d'éthique et de déontologie
applicable aux commissaires

၈၈၈၈၈

Service:	Secrétariat général
Code d'identification:	R. CC. 06
Numéro de résolution:	CC: 155/05/08
Date d'entrée en vigueur:	24 mai 2008

/II

Le 10 juin 2008

**RÈGLEMENT
ÉTABLISSANT
UN CODE D'ÉTHIQUE
ET DE
DÉONTOLOGIE
APPLICABLE
AUX COMMISSAIRES**

Adopté à la séance ordinaire du conseil des commissaires du
20 mai 2008 par la résolution CC : 155/05/08

Secrétariat général

Liminaire

Ce règlement vise à développer un comportement éthique. La Commission scolaire de la Capitale tient pour acquis que les principes d'éthique et de déontologie constituent la base d'un comportement éthique.

Elle définit un ensemble de devoirs et obligations qui guideront les décisions des commissaires dans leur fonctionnement et dans leur organisation. Ce règlement prend son appui sur certaines valeurs : la loyauté, le respect, la solidarité, l'intégrité, la discrétion et l'équité qui transcendent les intérêts de groupes d'où sont issus des intérêts personnels ou des intérêts de tiers.

Ce règlement établissant le code d'éthique et de déontologie se veut une garantie de confiance pour le public à l'égard de la Commission scolaire en développant sa crédibilité.

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT UN CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

APPLICABLE AUX COMMISSAIRES

1. OBJECTIFS

Le présent règlement vise à déterminer les devoirs et obligations des commissaires concernant le code d'éthique et de déontologie en application de l'article 175.1 de la Loi sur l'instruction publique et vise à préserver la confiance du public à l'égard de la Commission scolaire.

2. FONDEMENTS

- ♦ Loi sur l'instruction publique. LRQ ch. 1-13.3, notamment les articles 143, 174, 175.1, 175.2, 175.3, 175.4, 176, 177.1, 177.2 et 189
- ♦ Loi sur les élections scolaires chapitres 2 et 3 (art. 21 et 191 à 198)
- ♦ Loi sur les élections scolaires et les référendums dans les municipalités notamment les articles 306 à 312
- ♦ Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels notamment les articles 158 à 165
- ♦ Code civil notamment les articles 6, 7, 321, 322, 324, 325, 329 et 2088
- ♦ Code de procédure civile notamment les articles 838 à 843
- ♦ Les politiques et règlements de la Commission scolaire de la Capitale

3. DÉFINITIONS

À moins que le contexte ne leur attribue un sens différent, les mots et expressions qui suivent, utilisés dans le Règlement établissant un code d'éthique et de déontologie prescrit par le conseil des commissaires ont le sens et la signification qui leur sont donnés ci-dessous :

Avantage :

Comprend tout cadeau, don, faveur, récompense, service, commission, rémunération, rétribution, indemnité, compensation, bénéfice, profit, avance, prêt, réduction, escompte, ou tout autre chose utile ou profitable de même nature ou toute promesse d'un tel avantage.

Code :

Ensemble de dispositions relatives à un domaine particulier.

Comités officiels :

Comités prévus par les lois ou conventions collectives, comités créés par la commission scolaire, notamment : comité plénier, comité de travail, comité d'étude ou comité de planification.

Commissaire :

Personne siégeant au conseil des commissaires d'une commission scolaire, élue ou nommée en application de la Loi sur les élections scolaires ou nommée à titre de représentant du comité de parents (LIP).

Le commissaire a un double rôle à jouer :

- à titre de membre du conseil des commissaires, il détient un rôle d'administrateur (art. 143, LIP);
- à titre d'élu, le commissaire joue aussi un rôle auprès de la population (Loi sur les élections scolaires) ou du comité de parents (LIP) qu'il représente dans l'intérêt général de la commission scolaire.

Commissaires représentant la Commission scolaire au sein de comités officiels :

Les commissaires qui sont désignés par le conseil des commissaires pour siéger ou occuper un poste au sein de comités officiels ou mandatés auprès d'organismes pour représenter l'intérêt de la Commission scolaire.

Commission/Commission scolaire :

La Commission scolaire de la Capitale (CSC).

Personne morale de droit public dont la mission première est de s'assurer que les personnes relevant de sa compétence reçoivent les services éducatifs auxquels elles ont droit en vertu de la Loi sur l'instruction publique.

Déontologie :

« Ensemble des règles et des devoirs qui régissent une profession ou une fonction, la conduite de ceux qui l'exercent, les rapports entre ceux-ci et leurs clients ou le public, habituellement définis par un ordre professionnel. La déontologie vise généralement deux aspects des activités professionnelles : l'organisation de la profession et la formulation des règles. Les règles de déontologie sont habituellement énoncées dans un texte réglementaire appelé code de déontologie. »

Éthique :

« Science qui, à partir de certaines valeurs fondamentales, a pour objet l'ordonnance dans laquelle les hommes se situent les uns par rapport aux autres et considère les moyens qui permettent d'atteindre le but dernier de l'action morale; cette science pratique considère les devoirs personnels imposés à l'homme dans la mesure où celui-ci est partie fonctionnelle d'un tout formé par le bien commun. »

Huis clos :

« Expression signifiant « les portes étant fermées ». Elle désigne une exception au principe de la publicité des débats, qui consiste à interdire au public l'accès à la salle d'audience. »

Intérêt personnel :

Intérêt de la personne concernée, qu'il soit direct ou indirect, pécuniaire ou non, réel, apparent ou potentiel. Il est distinct de celui du public en général ou peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée.

Intérêt des proches :

Intérêt du conjoint de la personne concernée, de ses enfants, de ses ascendants ou l'intérêt d'une société, compagnie, coopérative ou association avec laquelle elle entretient une relation d'affaire. Il peut être direct ou indirect, pécuniaire ou non, réel, apparent ou potentiel. Il est distinct de celui du public en général ou peut être perçu comme tel par une personne.

4. PRINCIPES

« Les membres du conseil des commissaires doivent agir dans les limites des fonctions et pouvoirs qui leur sont conférés, avec soin, prudence et diligence comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable, avec honnêteté, loyauté et dans l'intérêt de la commission scolaire et de la population qu'elle dessert. » (art. 177.1, LIP) Nul membre ne doit en aucun cas y déroger. Ces principes doivent guider tous et chacun des gestes et prises de position des membres du conseil des commissaires.

Un commissaire doit exercer ses fonctions dans l'intérêt public au mieux de sa compétence avec honnêteté, intégrité et impartialité et il est tenu de traiter le public avec égard et diligence, tout en demeurant solidaire envers les décisions du conseil des commissaires.

Le commissaire doit éviter de se placer dans une situation de conflit d'intérêts.

À cette fin, dès que le commissaire peut raisonnablement douter de la qualité de la situation dans laquelle il se trouve ou qu'il appréhende, il peut personnellement consulter en temps utile le secrétaire général.

Le commissaire exerce ses fonctions conformément aux normes d'éthique et de déontologie prévues dans un règlement adopté par le conseil des commissaires.

5. DEVOIRS ET OBLIGATIONS DU COMMISSAIRE

Le commissaire doit se conformer aux devoirs et obligations prévus à la Loi sur l'instruction publique (art. 175.1, LIP).

Toutes les obligations du présent « *Règlement établissant un code d'éthique et de déontologie applicable aux commissaires* » survivent pendant un délai raisonnable après cessation du mandat, soit une année après son départ et survivent indéfiniment lorsque l'information réfère à la réputation et à la vie privée d'autrui selon la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels.

Le commissaire doit assumer son devoir de disponibilité et d'assiduité aux séances du conseil des commissaires et aux comités officiels ou organismes où il a accepté un mandat.

5.1 Devoirs et obligations de réserve

Le commissaire est tenu à une discrétion absolue pour tous les renseignements personnels obtenus lors des réunions de la Commission scolaire à huis clos. Il en est de même pour toute information circulant lors de discussions tenues en vue d'une planification ou d'une élaboration de politique, de règlement ou de résolution sur quelque sujet que ce soit.

5.2 Devoirs et obligations de représentant des citoyens

Le commissaire respecte les instances propres à chacun des établissements scolaires de la circonscription qu'il dessert et, s'il s'y présente, agit de façon à ne pas entraver ni influencer de manière indue les délibérations des conseils d'établissement.

Le commissaire doit agir de manière à bien faire ressortir auprès des citoyens qu'il représente, son rôle, le fonctionnement du conseil, son devoir de solidarité avec le conseil des commissaires, tout en les rassurant que leur point de vue, le cas échéant, sera transmis et que les représentations utiles seront faites préalablement à l'adoption de diverses résolutions du conseil des commissaires.

Le commissaire n'a aucun pouvoir à titre individuel. C'est au sein du conseil des commissaires qu'il assume sa charge (séances régulières, séances extraordinaires, comités pléniers ou comités officiels et organismes auxquels il est mandaté). Le conseil des commissaires et le comité exécutif ne s'expriment que par voie de résolutions dûment adoptées.

5.3 Devoirs et obligations de loyauté

Le commissaire doit avoir un comportement digne et compatible avec ses fonctions.

Un commissaire peut, en vertu de son rôle de représentant des parents, des contribuables et des citoyens, organiser ou participer de bonne foi à toute manifestation publique portant sur les résolutions adoptées par le conseil des commissaires.

Toutefois, il ne peut porter atteinte à l'intégrité ou à la réputation de la Commission scolaire, des membres du conseil des commissaires ou des membres du personnel de la Commission scolaire.

Le commissaire doit, en vertu de son rôle d'administrateur, expliquer à la population qu'il représente, le cas échéant, les résolutions adoptées par le conseil.

6. IDENTIFICATION DES SITUATIONS DE CONFLIT D'INTÉRÊTS ET MESURES DE PRÉVENTION

«Tout membre du conseil des commissaires qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Commission scolaire doit, sous peine de déchéance de sa charge, le dénoncer par écrit au directeur général ou la directrice générale de la commission scolaire, s'abstenir de voter sur toute question concernant cette entreprise et éviter d'influencer la décision s'y rapportant. Il doit en outre se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote relatifs à cette question.»
(art. 175.4, LIP)

Mesures de prévention :

Au début de son mandat et à chaque année par la suite, tout commissaire dépose au bureau de la direction générale, une déclaration écrite quant à la présence ou l'absence d'intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Commission scolaire de la Capitale. Ce document est mis à jour annuellement.

S'il y a lieu, la dénonciation requise se fait lors de la première séance du conseil des commissaires :

- 1^e suivant le moment où toute personne ayant un tel intérêt devient membre du conseil des commissaires;
- 2^e suivant le moment où le membre du conseil acquiert un tel intérêt;
- 3^e au cours de laquelle la question est traitée.

Se place notamment en situation de conflit d'intérêts le commissaire qui :

- 6.1 Sollicite, accepte pour lui et ses proches des avantages en échange d'une prise de décision, d'une intervention ou d'un service.

Mesures de prévention :

Lorsqu'il assiste à une réunion où doit être prise en considération un sujet dans lequel lui-même ou ses proches ont un intérêt, il doit divulguer la nature de cet intérêt au début des délibérations à ce sujet.

Il doit en outre se retirer de la séance et quitter le local pour la durée des délibérations et du vote relatif à cette question.

6.2 Reçoit un avantage d'une personne ou d'un organisme suite à une décision prise en sa faveur.

Mesures de prévention :

La sollicitation, l'acceptation et la réception d'avantages de quelque nature et de quelque provenance que ce soit sont prohibées.

Cependant, pour être conforme aux règles de la courtoisie, du protocole, de l'hospitalité ou de l'usage, le commissaire pourra recevoir tels avantages et les remettra au directeur général ou à la directrice générale qui les mettra à l'usage de la collectivité.

6.3 Détient directement ou indirectement un intérêt dans un contrat avec la Commission scolaire.

Mesure de prévention :

Il dénonce ses intérêts, doit se retirer de la séance et quitter le local au moment des délibérations et du vote relatif à ce contrat.

6.4 Détient des renseignements à caractère confidentiel et nominatif obtenus dans le cadre de ses fonctions ou dans le cadre d'un comité officiel de la Commission, et qui utilise ces renseignements pour son intérêt personnel ou celui de ses proches.

Mesure de prévention :

Connaître et respecter notamment les obligations de la Loi d'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels.

6.5 Utilise les biens et les services de la Commission pour ses intérêts personnels ou ceux de ses proches.

Mesure de prévention :

Une utilisation des biens et services de la Commission est prohibée. Cependant il pourra profiter d'une telle utilisation, s'il se conforme à diverses politiques et règlements en vigueur à la Commission scolaire (politiques de location de locaux, de prêt de matériel, etc.)

6.6 Le fait pour un commissaire de ne pas se conformer sciemment aux règlements et politiques en vigueur à la Commission scolaire est considéré comme un manquement au code d'éthique et de déontologie.

Mesure de prévention :

Permettre à chaque commissaire de connaître toutes les prescriptions administratives en lui remettant copies des

politiques, règlements ou autres mesures administratives en vigueur à la Commission scolaire.

7. RÉMUNÉRATION

Le montant annuel maximal de la rémunération qui peut être versé à l'ensemble des commissaires, est déterminé par le gouvernement lequel est versé à titre de dédommagement d'une partie de leurs dépenses (art. 175, LIP).

De plus, le commissaire applique les règles relatives au remboursement des frais encourus dans l'exercice de ses fonctions.

Un commissaire n'a droit à aucune autre rémunération découlant ou dépendant de l'exercice de sa fonction.

8. CONSEILLER À L'ÉTHIQUE

8.1 Nomination d'un conseiller à l'éthique

Le conseil des commissaires nomme une personne qui doit agir comme conseiller à l'éthique.

Cette personne doit :

- exercer la profession d'avocat sans œuvrer au sein d'un cabinet dont la commission scolaire retient les services;
- accepter le mandat de veiller à l'application du code d'éthique et, par conséquent, d'entendre les plaintes, de déterminer les sanctions et de les imposer;
- accepter le mandat pour une période minimale d'un an.

8.2 Mandat du conseiller à l'éthique

Le conseiller à l'éthique veille à l'application du code d'éthique et de déontologie décrit au présent règlement.

Suite au signalement ou à une plainte relative au présent règlement, le conseiller à l'éthique :

- invite la personne à faire état de ses allégations sous la forme d'une déclaration écrite constituant une plainte formelle;
- enquête sur les allégations de comportement susceptible d'être dérogatoire;
- selon le mode qu'il juge approprié, il invite le plaignant et le commissaire concerné à lui faire connaître leur version respective des faits et reçoit toute autre déposition des personnes qui demandent à être entendues et qu'il

considère nécessaire à recevoir pour la bonne compréhension de l'affaire;

- impose toute sanction jugée appropriée, proportionnelle à la gravité du manquement reproché, et autre que la destitution, notamment : avertissement, blâme, blâme sévère, suspension ou toute autre sanction appropriée.

Le secrétariat général apporte le support administratif et logistique nécessaire au conseiller à l'éthique.

8.3 Fonctionnement

Le conseiller à l'éthique détermine le processus d'enquête pertinent à l'instruction de l'affaire et dans le respect des droits des intéressés.

Il peut être assisté d'une ou de deux personnes-ressources si le dossier requiert une expertise particulière. Ces personnes-ressources sont nommées au besoin par le conseil des commissaires sur recommandation du conseiller à l'éthique en raison de leur expertise dans un champ de compétences particulier.

8.4 Rôle du conseiller à l'éthique

- 8.4.1 Au besoin, le conseiller à l'éthique doit rencontrer tout commissaire dont les actes ou prises de position sont susceptibles de contrevenir aux dispositions du Règlement établissant un code d'éthique et de déontologie.
- 8.4.2 Au plus tard, trois mois après la fin de son enquête, le conseiller à l'éthique impose une sanction proportionnelle à la gravité du manquement reproché et fait rapport au secrétaire général qui en avise le plaignant et le commissaire concerné par la plainte.
- 8.4.3 Le conseiller à l'éthique édicte, si nécessaire, des mesures et des règles pour faire cesser une situation contraire au présent code.
- 8.4.4 Le conseiller à l'éthique peut recommander au conseil des commissaires d'instituer des procédures judiciaires en vue d'obtenir la révocation du mandat de l'un des membres du conseil.

Disposition déclaratoire :

Le conseiller à l'éthique est soumis au présent Code depuis le 14 décembre 2006, il peut en conséquence imposer toutes sanctions pour toutes plaintes reçues depuis cette date.

9. RAPPORT ANNUEL

« Le rapport annuel de la Commission scolaire doit faire état du nombre de cas traités et de leur suivi, des manquements constatés au cours de l'année par les instances disciplinaires, de leur décision et des sanctions imposées par l'autorité compétente ainsi que du nom des personnes révoquées ou suspendues au cours de l'année. »

(art. 175.1, LIP)

Le code d'éthique et de déontologie figure dans le premier rapport annuel qui suit l'adoption dudit règlement.

10. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement remplace le *Règlement sur le code d'éthique et de déontologie applicable aux commissaires* adopté le 27

mars 2006 par la résolution CC : 142/03/06.

Le présent règlement entre en vigueur à la date de la publication de l'avis d'adoption, soit le 24 mai 2008.